



Institut
EGA

10 mars 2026



RAPPORT

Course aux armes nucléaires : quels sont les risques d'erreur d'appréciation dans la région indopacifique ?

Kareem Salem

AVERTISSEMENT

Course aux armes nucléaires : quels sont les risques d'erreur d'appréciation dans la région indopacifique ?

L'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) est un laboratoire d'idées français fondé en 2015 spécialisé sur les relations internationales. Depuis sa fondation, l'Iega est guidé par la volonté d'associer société civile, acteurs institutionnels et scientifiques dans le domaine de l'analyse géopolitique. Guidé par le souci d'indépendance et d'objectivité tout autant que par l'aspect humain, il œuvre en ce sens à travers la publication de travaux scientifiques en libre-accès, ainsi que par l'organisation d'événements et de formations accessibles au plus grand nombre.

Étude rédigée par Kareem SALEM, directeur du département Asie du Sud, Pacifique et Océanie de l'Institut d'études de géopolitique appliquée, dans le cadre de l'observatoire du risque politique et social en Asie.

L'observatoire du risque politique et social en Asie, créé par l'Iega, apporte un éclairage renouvelé sur la géopolitique de l'Asie. En adoptant le prisme du risque, pluridisciplinaire et polysémique par essence, l'observatoire revendique une approche transversale et une dimension prospectiviste. À travers cet observatoire, l'Iega intègre des acteurs stratégiques à son cadre réflexif (entreprises, groupes sociaux, organisations non gouvernementales) et apporte des éléments de réponse pouvant être exploités avec davantage de facilité. L'observatoire constitue un lieu privilégié pour étudier l'interaction des dynamiques internes aux États (problématiques sociales, impact des évolutions économiques et sociétales sur le domaine politique, dynamiques géographiques et spatiales) avec leur environnement régional (tensions frontalières, multilatéralisme, partenariats stratégiques, accords diplomatiques, prise en compte des conséquences du dérèglement climatique).

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Institut d'études de géopolitique appliquée, 10 mars 2026.

Comment citer cette publication :

Kareem SALEM, *Course aux armes nucléaires : quels sont les risques d'erreur d'appréciation dans la région indopacifique ?*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 10 mars 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org



Table des matières

Résumé.....	2
Abstract	2
Introduction.....	3
Dynamiques nucléaires et risques d'escalade dans l'Indopacifique.....	4
<i>La Corée du Nord : une stratégie nucléaire d'escalade asymétrique</i>	<i>5</i>
<i>Inde-Pakistan : une rivalité nucléaire sous contrainte d'escalade</i>	<i>6</i>
<i>La République populaire de Chine : l'ascension vers une parité nucléaire stratégique.....</i>	<i>11</i>
La stratégie d'adaptation des puissances moyennes face à la nucléarisation régionale..	14
<i>L'Australie : le pari stratégique de la propulsion nucléaire</i>	<i>15</i>
<i>Le Japon et la Corée du Sud : le dilemme de la dissuasion nucléaire</i>	<i>17</i>
L'érosion du régime international de contrôle des armements nucléaires.....	20
<i>L'érosion des architectures de contrôle des armements.....</i>	<i>21</i>
<i>Vers une diplomatie asiatique de réduction des risques nucléaires</i>	<i>24</i>
<i>Conclusion</i>	<i>28</i>
Bibliographie.....	31

Résumé

La région indopacifique est actuellement au cœur d'une accélération rapide des programmes d'armement nucléaire, alimentée par la politique nucléaire des grandes puissances et par la perception des armes nucléaires comme une garantie de sécurité et d'intégrité territoriale. Si la Corée du Nord poursuit l'accélération de son programme et que la Chine modernise rapidement son arsenal, des puissances non dotées, comme le Japon, la Corée du Sud ou l'Australie, renforcent leurs dispositifs de défense. Cette dynamique accroît le risque d'erreurs de calcul stratégique, notamment dans les rapports de force entre Washington et Pékin, mais aussi entre New Delhi et Islamabad, qui cherchent également à renforcer leurs capacités nucléaires à la suite de leur dernière confrontation en mai 2025. Collectivement, ces développements affaiblissent la stabilité régionale à long terme ainsi que les conventions internationales de désarmement.

Abstract

The Indo-Pacific region is currently experiencing a rapid acceleration in nuclear weapons programmes, fuelled by the nuclear policies of the world's major powers and the perception of nuclear weapons as a guarantee of security and territorial integrity. North Korea continues to accelerate its programme, while China rapidly modernises its arsenal. Non-nuclear states such as Japan, South Korea and Australia are reinforcing their defence capacities. This dynamic heightens the risk of strategic miscalculation, particularly in the balance of power between Washington and Beijing, but also between New Delhi and Islamabad, both of which have sought to strengthen their nuclear capabilities following their most recent confrontation in May 2025. Collectively, these developments erode long-term regional stability and international disarmament conventions.

Introduction

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, lancée le 24 février 2022 par Vladimir Poutine, marque un tournant majeur pour la dissuasion nucléaire. La guerre menée par les forces armées russes remet en cause les principes fondamentaux du mémorandum de Budapest, signé le 5 décembre 1994 par l'Ukraine, la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni (MARINEAU, 2023). Dans cet accord, Moscou s'était engagé à ne pas recourir à la menace ou à l'usage de la force contre l'Ukraine (MARINEAU, 2023). En échange, Kiev avait accepté de renoncer aux armes nucléaires héritées de l'Union soviétique et présentes sur son territoire, soit plus de 1 700 ogives, et de les transférer à la Russie (GONNEAU, 2024).

Un débat persiste quant à l'idée que l'Ukraine aurait pu accroître sa sécurité nationale contre la Russie en conservant son arsenal nucléaire. De nombreux observateurs, en Ukraine comme à l'étranger, avaient notamment critiqué la décision de l'État ukrainien de renoncer à ses armes nucléaires. Ils estiment que leur maintien aurait augmenté le coût stratégique pour le Kremlin et permis à l'Ukraine de préserver son intégrité territoriale (ULLYOT et GRANT, 2022). D'autres soulignent toutefois que les dirigeants ukrainiens de l'époque faisaient face à une situation économique difficile, à la sortie de l'Union soviétique, et qu'un tel maintien aurait impliqué un investissement important, susceptible d'attirer les critiques de la communauté internationale (LOZIER, 2022).

Pour les États qui cherchent à renforcer leur dissuasion militaire, l'arme nucléaire reste l'appareil privilégié. Dans les régions marquées par une instabilité géopolitique et militaire considérable, elle est perçue comme une véritable « assurance-vie », en particulier lorsqu'une asymétrie conventionnelle persiste entre puissances rivales. Ces États constatent que l'arsenal nucléaire russe incite les pays de l'OTAN à la prudence : leur soutien à l'Ukraine se limite à l'aide humanitaire, à la fourniture/transmission de renseignements et à la livraison de certaines armes offensives, dont l'usage est soumis à des conditions, sans qu'ils ne franchissent le seuil de la cobelligérance. Cette prudence s'explique notamment par l'extension progressive de la dissuasion nucléaire à la guerre conventionnelle dans la stratégie nucléaire postsoviétique de la Russie, établie depuis 1993.

Les acteurs de la région indopacifique sont au cœur de la nouvelle configuration mondiale. Face à l'intensification de la rivalité sino-américaine et à l'expansion militaire de la Corée du

Nord, les puissances moyennes non dotées, comme l'Australie, le Japon et la Corée du Sud, renforcent leurs systèmes de défense.

Dynamiques nucléaires et risques d'escalade dans l'Indopacifique

La région indopacifique concentre aujourd'hui plusieurs des dynamiques nucléaires les plus préoccupantes du système international. À la différence de la guerre froide, où la compétition stratégique était structurée autour d'un face-à-face bipolaire relativement stabilisé, l'Indopacifique se caractérise par une pluralité d'acteurs nucléaires aux intérêts stratégiques parfois divergents, évoluant dans un environnement marqué par des rivalités territoriales persistantes, une modernisation accélérée des arsenaux et une intégration croissante des capacités conventionnelles et nucléaires.

Dans cet espace stratégique, les logiques de dissuasion ne reposent pas uniquement sur la stabilité de l'équilibre nucléaire, mais s'inscrivent également dans des contextes politiques nationaux, des perceptions de vulnérabilité et des stratégies de puissance qui peuvent favoriser des dynamiques d'escalade. La multiplication des vecteurs nucléaires, l'apparition de nouvelles technologies (notamment les missiles hypersoniques, les systèmes à double capacité ou les plateformes navales à longue endurance) ainsi que l'évolution de certaines doctrines d'emploi contribuent à complexifier les mécanismes traditionnels de gestion de crise.

Trois foyers majeurs structurent ainsi le paysage nucléaire régional. Sur la péninsule coréenne, la consolidation rapide de l'arsenal nord-coréen et l'évolution de sa doctrine nucléaire accentuent l'imprévisibilité stratégique du régime de Pyongyang. En Asie du Sud, la rivalité historique entre l'Inde et le Pakistan continue d'alimenter un cycle de crises récurrentes dans lequel l'arme nucléaire joue à la fois un rôle de stabilisateur et de facteur potentiel d'escalade. Enfin, l'expansion rapide des capacités nucléaires chinoises, combinée à la modernisation de l'ensemble de ses vecteurs stratégiques, s'inscrit dans une ambition plus large de rééquilibrage de la dissuasion mondiale et de consolidation de ses intérêts régionaux.

L'analyse de ces trois théâtres permet de mieux comprendre les interactions entre modernisation des arsenaux, évolutions doctrinales et dynamiques régionales de puissance, qui

contribuent à accroître les risques d'erreur d'appréciation et d'escalade nucléaire dans l'Indo-pacifique.

La Corée du Nord : une stratégie nucléaire d'escalade asymétrique

Depuis la fin de la guerre froide, le paysage asiatique, notamment en Asie de l'Est, s'est sensiblement dégradé. Ainsi, dans la péninsule coréenne, après une longue crise de prolifération ouverte en 1993, la Corée du Nord est sortie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2003, puis a procédé à 6 essais nucléaires souterrains en 2006, 2009, 2013 (à deux reprises), 2016 et 2017 (GEOFFROY et BRETEAU, 2024). Elle est ainsi le seul pays au monde à avoir procédé à des essais nucléaires au XXI^e siècle.

La Corée du Nord demeure largement imprévisible, en raison du climat de siège et de la posture paranoïaque de son dirigeant, Kim Jong Eun, qui se perçoit comme continuellement menacé. L'évolution des capacités conventionnelles et stratégiques nord-coréennes pourrait encourager Pyongyang à poursuivre une logique d'escalade destinée à répondre aux initiatives militaires de la République de Corée, une tendance déjà observée sous la présidence de Yoon Suk-yeol. Le renforcement des exercices conjoints entre Séoul et Washington sous l'administration Biden avait notamment conduit le régime nord-coréen à multiplier les essais de missiles conventionnels en mer, parmi lesquels les Hwasong-11A (KN-23) et Pukguksong-2 (KN-15), capables d'emporter une charge nucléaire (DESMARAIS, 2025). Plus récemment, le régime nord-coréen a procédé à plusieurs tirs de missiles hypersoniques conçus pour être armés d'ogives nucléaires, à la veille du sommet de l'APEC en Corée du Sud, auquel Donald Trump avait participé fin octobre 2025, ainsi qu'à de multiples tirs de missiles balistiques survenus après la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro par les États-Unis en janvier 2026.

La révision doctrinale de septembre 2023 a par ailleurs précisé la politique nucléaire de la Corée du Nord, autorisant le recours à des frappes nucléaires tactiques contre tout État menant une attaque conventionnelle avec le soutien d'une puissance nucléaire ou menaçant de le faire (BONDAZ, 2022). L'armée nord-coréenne met en pratique cette politique annuellement en organisant des exercices de contre-attaques nucléaires simulées contre les États-Unis et la Corée du Sud, en mobilisant des missiles balistiques tactiques à courte portée et de l'artillerie à longue portée. La dernière de ces simulations avait été réalisée en mai 2025, sous la

supervision du dirigeant nord-coréen depuis la base militaire de Wonsan, située à proximité de la mer du Japon (Le Figaro et Agence France-Presse, 2025).

L'expansion de son programme nucléaire conduit également le régime nord-coréen à renforcer sa stratégie de dissuasion dans le domaine naval. Dès 2023, Pyongyang avait annoncé la mise à l'eau d'un sous-marin nucléaire d'attaque tactique (ROUSSEAU, 2023), une déclaration accueillie avec prudence par de nombreux experts internationaux, qui estimaient plutôt un modèle diesel modifié. Avec le renforcement de ses relations technologiques avec la Russie, symbolisé en juin 2024 par la conclusion d'un accord de partenariat stratégique global, le régime nord-coréen avait réussi à soigneusement orchestrer l'annonce, en mars 2025, de la construction de son premier sous-marin à propulsion nucléaire (CHICHEPORTICHE, 2025).

Grâce à ses capacités d'immersion prolongée, le nouveau navire peut contourner les dispositifs de surveillance régionaux et lancer des frappes stratégiques à longue distance, transformant ainsi la nature de la menace nord-coréenne, qui devient plus mobile, plus furtive et par conséquent plus difficile à neutraliser. La Corée du Nord fait désormais partie du club très fermé des pays possédant un sous-marin à propulsion nucléaire, aux côtés des États-Unis, de la Chine, de la France, du Royaume-Uni et de l'Inde.

Dans ce contexte, plusieurs analyses estiment que la Corée du Nord pourrait encore accroître son arsenal. Elle dispose actuellement d'une cinquantaine d'ogives et pourrait en atteindre près de 90 grâce à ses capacités actuelles de production de matières fissiles (uranium, plutonium, tritium et zirconium) (PLANTADE, 2025). Si cette ambition se pérennise, le pays pourrait compter plus de 200 ogives d'ici 2030 (BANDOW, 2025). Elle dépasserait dès lors le seuil de la dissuasion minimale, qui requiert entre 100 et 200 ogives opérationnelles pour dissuader un adversaire de mener des attaques stratégiques.

Inde-Pakistan : une rivalité nucléaire sous contrainte d'escalade

En Asie du Sud, l'Inde, puissance dominante, entretient des relations conflictuelles avec le Pakistan depuis la partition de l'Inde britannique en 1947. Les deux pays ont procédé à des essais nucléaires en 1998 et disposent désormais d'arsenaux nucléaires opérationnels. Leur production de nouvelles ogives est en constante progression, contribuant ainsi à un environnement régional où le risque d'escalade demeure élevé. L'emploi de l'arme nucléaire, y compris en cas de menace imminente et significative contre son territoire, fait intégralement

partie de la doctrine nucléaire du Pakistan. Le pays dispose de 170 ogives nucléaires destinées à éviter toute nouvelle partition de son territoire, comme ce fut le cas lors de la guerre de 1971 ayant conduit à la création du Bangladesh (l'ancien Pakistan oriental), provoquant une crise d'identité nationale profonde (MONSONIS, 2015).

L'Inde, qui dispose d'environ 180 ogives, maintient une politique de dissuasion s'adressant à la Chine et au Pakistan. New Delhi s'est engagée dans la voie du nucléaire militaire à la suite de sa défaite face à la Chine communiste dans la région d'Aksai Chin, en 1962, puis après les premiers essais nucléaires chinois, en 1964. La structure des forces stratégiques indiennes comprend une composante aérienne nucléaire à longue portée, des missiles balistiques intercontinentaux et des missiles balistiques à portée intermédiaire, ce qui lui a historiquement permis de décourager toute tentative de chantage ou de coercition nucléaire à son encontre (CHANSORIA, 2013). Grâce à une stratégie de dissuasion minimale crédible, New Delhi applique une doctrine nucléaire de « non-recours en premier », légèrement amendée depuis 2003, qui lui permet d'utiliser l'arme nucléaire en cas d'attaques chimiques ou biologiques.

La nucléarisation du Pakistan s'est développée en réponse directe au programme nucléaire indien. À mesure que la doctrine nucléaire indienne se structurait, l'État pakistanais a progressivement conceptualisé l'arme nucléaire comme un instrument d'emploi susceptible d'être utilisé rapidement pour modifier le rapport de force sur un théâtre d'opérations face à l'Inde (GANDELIN et de GOUVILLE, 2025). Depuis la guerre de Kargil en 1999, survenue dans la région contestée du Cachemire, située au nord des deux pays et à l'extrême ouest de la Chine, le Pakistan a poursuivi le développement et l'expansion de son arsenal nucléaire, tout en modernisant ses vecteurs et ses capacités de production de matière fissile (KRISTENSEN, KORDA, JOHNS et KNIGHT-BOYLE, 2025). En Asie méridionale, le Cachemire est une terre de grande convoitise, riche en terres rares, mais fragmentée depuis le conflit armé de 1948 entre les deux pays : le Jammu-et-Cachemire sous administration indienne et l'Azad Cachemire au contrôle pakistanais (CHOUDHURY, 2025).

Leur dernière confrontation, qui avait duré du 7 au 10 mai 2025, était initialement liée à l'attaque terroriste survenue à Pahalgam, dans le Jammu-et-Cachemire, deux semaines auparavant. New Delhi avait alors lancé l'opération Sindoor, du nom du rouge vermillon que les femmes hindoues mariées portent souvent lors des cérémonies religieuses. Cette attaque, ayant causé la mort de 25 citoyens indiens et d'un ressortissant népalais, avait profondément choqué l'opinion publique indienne et fragilisé la politique de normalisation entreprise par New

Delhi au Jammu-et-Cachemire depuis l'abrogation de l'article 370 en 2019 (WANI, 2025). Si le gouvernement Modi affirmait que les assaillants de Pahalgam entretenaient des liens avec les autorités pakistanaises, l'État pakistanais niait toute implication (LANDRIN, 2025).

Ce conflit avait donné lieu à l'usage le plus intensif d'armements conventionnels entre les deux pays depuis 1971, avec des frappes aériennes, des drones explosifs et des armes de précision à longue portée qui auraient tué, selon l'Inde, une centaine de combattants appartenant aux groupes Lashkar-e-Tayyiba (LeT) et Jaish-e-Mohammed (JeM), tous deux désignés comme organisations terroristes par les Nations unies. Le Parti du peuple indien (Bharatiya Jana Sangh) se voyait contraint de réagir avec fermeté pour préserver sa légitimité auprès de son électorat, dans un contexte déjà tendu par la guerre commerciale engagée par le président Trump, marquée par l'imposition de droits de douane de 26 % sur les importations en provenance de l'Inde.

À la différence de Kargil, la crise avait embrasé non seulement le Cachemire indien et pakistanais, mais aussi d'autres régions importantes, comme la province pakistanaise du Pendjab et l'État indien du Rajasthan, où se trouvent des bases militaires stratégiques des deux pays. La Chine, principal fournisseur d'armes du Pakistan depuis les années 1990, avait également joué un rôle indirect, notamment à travers les performances du chasseur Chengdu J-10C, dont Islamabad revendique l'abattage de plusieurs appareils indiens, dans la nuit du 6 au 7 mai 2025 (LANDRIN et VINCENT, 2025). Pékin a depuis accéléré la livraison de 40 chasseurs furtifs supplémentaires, suscitant une vigilance accrue des milieux militaires américains et taïwanais (FOURNOL et ABRAM, 2025). Les affrontements de mai 2025 constituaient le premier engagement opérationnel du J-10C face à des appareils d'origine occidentale et russe, faisant de ce théâtre un véritable laboratoire tactique pour les observateurs étrangers.

En réponse, l'Inde avait immédiatement engagé des drones Harop israéliens afin de cibler des installations qualifiées de terroristes (MALINBAUM, 2025). Face à l'implication chinoise, y compris l'utilisation du missile de croisière PL-15 et des systèmes de défense antiaérienne HQ-9 par le Pakistan (MALINBAUM, 2025), la diplomatie indienne était restée particulièrement prudente, afin de préserver le fragile apaisement symbolisé par la poignée de main entre Narendra Modi et Xi Jinping lors du sommet des BRICS à Kazan, en octobre 2024.

Dans la nuit du 9 au 10 mai 2025, la crise avait pris une nouvelle tournure avec une intensification des frappes des deux belligérants, ravivant le spectre d'une guerre nucléaire. Si

elle n'a jamais été dévoilée officiellement, le lieutenant-général pakistanais Khalid Kidwai, alors chef de la division des plans stratégiques de l'Autorité de commandement national, avait défini en 2002 quatre lignes rouges justifiant le recours à l'arme nucléaire, parmi lesquelles la destruction d'une partie importante des forces terrestres ou aériennes pakistanaises (LANDRIN, 2025). Les deux armées avaient mené des incursions en profondeur visant des sites stratégiques : l'armée indienne avait notamment ciblé la base de Nur Khan, à proximité de Rawalpindi et du centre de commandement nucléaire, ainsi que la base aérienne de Mushaf, située à proximité de sites de stockage nucléaire potentiels à Sargodha (MALINBAUM, 2025).

Si l'armée pakistanaise avait assuré que les frappes n'avaient pas causé de dommages importants ni entraîné de pertes humaines, le Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, avait néanmoins convoqué, cette nuit-là, une réunion de l'Autorité de commandement, chargée de superviser l'utilisation des armes nucléaires pakistanaises (Reuters, 2025).

L'intervention diplomatique américaine s'inscrivait dès lors dans un contexte de menace de représailles nucléaires, conduisant à une implication active du secrétaire d'État, Marco Rubio, et du vice-président, J. D. Vance, auprès des deux pays. Le cessez-le-feu avait ensuite été annoncé par le président Trump sur son réseau social Truth Social, puis confirmé par Marco Rubio dans la journée du 10 mai 2025. Ces événements laissent toutefois entrevoir une inflexion de la réflexion stratégique indienne, qui pourrait envisager une réponse militaire majeure à tout soutien futur des autorités pakistanaises aux groupes armés opérant au Cachemire indien. Cette stratégie / décision stratégique avait été exposée par le Premier ministre Modi lui-même dans un discours à la nation le 12 mai 2025 (TARAPORE, 2025). Ce nouveau paradigme reconnaît que l'Inde ne peut éradiquer totalement la menace extérieure, mais qu'elle peut en réduire la gravité et la fréquence par des représailles significatives (TARAPORE, 2025). Selon New Delhi, l'opération Sindoor avait neutralisé 9 installations servant de camps d'entraînement ou de bases aux groupes JeM et LeT, marquant ainsi une rupture avec l'approche adoptée après les attentats de Bombay de 2008, lorsque le gouvernement Singh avait privilégié l'isolement diplomatique du Pakistan.

Dans ce nouvel ordre régional, le risque d'un recours pakistanais à l'arme nucléaire tactique reste élevé, notamment si des sites de stockage nucléaire ou des installations militaires subissaient des dommages, ce qui pourrait déclencher une escalade. Le renforcement de l'emprise de l'institution militaire sur l'État pakistanais, illustré par la nomination, en décembre 2025, du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Asim Munir, à la tête de l'ensemble

des forces de défense, conjugué à l'intensification du nationalisme indien fondé sur l'hindutva, qui vise à redéfinir l'identité nationale autour des valeurs et de la culture hindoues, fait peser un risque réel de montée incontrôlée des tensions à l'avenir.

Pour renforcer sa dissuasion stratégique, le pouvoir militaire pakistanais poursuivra avec vigueur sa quête d'une triade nucléaire puissante. Le renforcement des capacités navales est une priorité absolue. Pendant que les armées de terre et de l'air des deux pays échangeaient des tirs quasi continus lors de l'opération Sindoor, le porte-avions indien INS Vikrant menait une flottille depuis la côte ouest de l'Inde en direction du Pakistan, en attente d'ordres de New Delhi pour procéder à des frappes, sans qu'Islamabad n'ait, de son côté, déployé de bâtiments de surface ou de sous-marins en haute mer (PANNEERSELVAM, 2025). C'est pourquoi le développement de missiles navals, dont la version sous-marine du missile de croisière Babur-3 qui devrait équiper les sous-marins Agosta-90B, est une priorité importante pour établir une capacité de seconde frappe crédible (RAWAT et BOMMAKANTI, 2025).

Face à cette situation, New Delhi semble vouloir asseoir sa puissance en poursuivant la modernisation de ses armes stratégiques et de ses missiles conventionnels, ainsi qu'en achetant de nouveaux avions de chasse multirôles modernes (RAWAT et BOMMAKANTI, 2025). Le ministère indien de la Défense a récemment approuvé une nouvelle commande de 114 avions de chasse multirôles Rafale, ce qui représente la plus importante acquisition militaire de l'histoire du pays (DUMEAU et BAUER, 2026). Ces efforts s'accompagnent de la création de nouvelles unités militaires, dont 2 brigades interarmes Rudra et 5 bataillons opérationnels Bhairav, qui seront déployés le long de la frontière indo-pakistanaise en cas de conflit (RAWAT et BOMMAKANTI, 2025), renforçant ainsi la capacité dissuasive des forces armées indiennes.

La République populaire de Chine : l'ascension vers une parité nucléaire stratégique

La Chine a intégré le cercle restreint des puissances nucléaires le 16 octobre 1964, à la suite de son premier essai nucléaire réussi dans le désert de Lop Nur, au nord-ouest du pays. Elle a alors adopté d'emblée une posture défensive fondée sur le principe du non-emploi en premier. Dans un contexte de contentieux territoriaux avec l'Inde et de tensions significatives avec les deux superpuissances de la guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique, le Parti communiste

chinois (PCC) considérait alors l'arme nucléaire comme une garantie essentielle de sa sécurité nationale.

À cette époque, l'envoyé spécial du président américain John F. Kennedy, Averell Harriman, avait notamment transmis à Nikita Khrouchtchev des renseignements américains sur l'avancement du programme nucléaire chinois, proposant une opération conjointe visant à bombarder les sites nucléaires chinois avant qu'ils n'atteignent un stade critique (BERMANN, 2025, p. 161). Malgré ses vives divergences avec Mao Zedong concernant les principes du communisme et l'héritage de Joseph Staline, le dirigeant soviétique rejeta cette proposition, estimant que l'acquisition de l'arme nucléaire par la Chine ne constituait pas une menace directe (BERMANN, 2025, p. 161). Restée la grande absente de la course aux armements nucléaires entre ces deux superpuissances, la Chine ne déployait qu'un nombre restreint de vecteurs nucléaires, dans le cadre d'une stratégie de dissuasion minimale (FORTMANN, 2021).

Dans le contexte actuel, la Chine représente un défi complexe pour la région. Depuis que Xi Jinping est devenu président de la République populaire de Chine (RPC) et commandant en chef de l'Armée populaire de libération (APL), il y a plus de dix ans, l'effort de modernisation des forces nucléaires chinoises s'est accéléré, avec la construction de 350 nouveaux champs de silos de missiles intercontinentaux destinés à abriter des armes nucléaires, notamment dans la province aride du Gansu et dans la région autonome du Xinjiang. Ces structures semi-enterrées, protégées par des dômes dissimulant des excavations circulaires (MAITRE, 2021), seraient conçues pour abriter des missiles tels que le DF-41, dont la portée est comprise entre 12 000 et 15 000 km, et qui peut transporter 10 ogives nucléaires (BONDAZ, 2019). La puissance de ces moteurs permettrait non seulement d'intégrer des leurres et des systèmes d'aide à la pénétration, mais également d'adopter des trajectoires diversifiées, ce qui renforcerait leur capacité à contourner les systèmes de défense antimissile adverses (BONDAZ, 2019).

La Chine possède également des ICBM DF-31, dont la portée est comprise entre 8 000 et 11 000 km (DONNET, 2025), ainsi qu'un tout nouveau ICBM, le DF-5C, dont la portée dépasse les 20 000 km, ce qui suffit à couvrir la totalité de la surface du globe (DUPLAA, 2025). Il serait notamment capable de transporter plusieurs têtes nucléaires (DUPLAA, 2025). Un certain nombre de ces nouveaux missiles avaient été mis en avant lors du défilé militaire du 3 septembre 2025 sur la place Tiananmen, célébrant le 80^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, ou, selon la terminologie du PCC, de « la guerre de résistance du

peuple chinois contre l'agression japonaise » (SEIBT, 2025). Il s'agissait du premier défilé à Pékin présentant des ICBM depuis le 70^e anniversaire de la fondation de la RPC, le 1^{er} octobre 2019.

Devant des invités internationaux, dont le président Poutine et le président iranien Massoud Pezhekan, la Chine avait également affiché la puissance de la composante aérienne de sa force nucléaire. Des images avaient révélé le dévoilement d'un missile balistique à lanceur aérien à capacité nucléaire, le JL-1 (Jinglei-1), embarqué sur le bombardier stratégique à long rayon d'action H6-N (RODGERS et WILLIAMS, 2025). Il s'agissait également d'une première lors d'une parade militaire : 5 avions de chasse furtifs capables de transporter une arme nucléaire (les J-20, J-20A, J-20S et J-35A) évoluaient en formation (ZHAO, 2025).

Sur le plan maritime, la Chine poursuit la modernisation de sa flotte de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de type 094 (MORIC, TIMUR et KÜTT, 2025). La marine chinoise en possède 6, chacun pouvant emporter 12 missiles balistiques nucléaires de classe JL-2 ou JL-3, dont la portée est respectivement de 7 200 et 10 000 km (MAITRE, 2023). Tous sont basés à la base navale de Longpo, sur l'île de Hainan, dans le sud de la Chine, qui borde la mer de Chine méridionale. Dans le cadre de cette expansion rapide, une nouvelle génération de SNLE, le modèle 096, devrait entrer en service à la fin des années 2020 (BURGEL, 2023).

Si l'arsenal nucléaire chinois demeure inférieur à ceux de la Russie (4 309 ogives) et des États-Unis (3 700), Pékin semble déterminé à combler cet écart afin de bâtir une armée de premier plan d'ici le centenaire de la prise de pouvoir du PCC, en 2049. Lors des cinq dernières années, la Chine a connu sa plus vaste accumulation nucléaire, doublant la taille de son arsenal, qui est ainsi passé de 300 armes nucléaires en 2020 à 600 en 2025 (RODGERS et WILLIAMS, 2025). Selon les services de renseignement militaire américains, la Chine pourrait atteindre le millier de têtes opérationnelles dès 2030 (BERLAIMONT, 2023), puis environ 1 500 ogives nucléaires en 2035, qui pourraient être lancées par des vecteurs terrestres, aériens ou maritimes (KRISTENSEN et al. 2025). Au moment de l'expiration du traité de réduction des armes stratégiques (New Start) en février 2026, les États-Unis et la Russie déployaient respectivement environ 1 718 ogives nucléaires (MASUDA et MATTELAER, 2024). En renforçant sa dissuasion stratégique, Pékin cherche à imposer la reconnaissance de ses intérêts, notamment en mer de Chine méridionale et orientale, ainsi qu'à l'égard de Taïwan. Si la Chine parvenait

à la parité nucléaire avec les États-Unis, elle serait en mesure de riposter efficacement, voire de remettre en cause l'efficacité dissuasive d'une frappe nucléaire américaine.

Dans l'optique de réunifier les territoires perdus par la Chine impériale lors du « siècle de l'humiliation », avant le centenaire de la RPC, le PCC semble désormais envisager une évolution doctrinale. Des débats stratégiques se déroulent au sein du cercle rapproché du président chinois concernant un recours possible à l'option nucléaire en cas de revers conventionnel majeur impliquant Taïwan, selon des informations issues du renseignement militaire américain (GODEMENT et PINHAS, 2025). Ces réflexions interviennent parallèlement à des déclarations officielles de la diplomatie chinoise soulignant l'opposition de Pékin à toute menace ou utilisation d'armes nucléaires sur le champ de bataille ukrainien.

Cette dynamique se heurte toutefois à des vulnérabilités internes. Si Xi Jinping affirme que la chute de l'Union soviétique résulte de la perte de contrôle du parti sur l'armée, et en déduit que la construction d'une armée puissante exige une institution strictement loyale et exempte de corruption (BERMANN et BONIFACE, 2020), l'appareil militaire présente cependant des problèmes structurels. En juillet 2023, il avait brusquement relevé de leurs fonctions les 2 principaux commandants des forces stratégiques de l'APL, révélant ainsi l'existence de graves soupçons de corruption, d'infiltration et de manque de loyauté au sein du département le plus sensible de l'appareil militaire (LEMAITRE, 2025). Un nouveau soubresaut survient en octobre 2025, lorsque 9 hauts gradés de l'armée sont exclus pour des affaires de corruption, dont 2 vice-présidents de la Commission militaire centrale (CMC), He Weidong et Miao Hua (BALENIERI, 2025). Des absences avaient également été constatées lors de la réunion du Comité central du PCC en octobre, où 27 officiers supérieurs de l'APL étaient absents, dont les amiraux Hu Zhongming et Wu Yanan, respectivement commandants de la marine et du théâtre d'opérations sud, qui comprend l'île de Hainan (HILLE, 2025). Si l'APL avait conclu en 2024 qu'elle maîtrisait les compétences nécessaires pour contrôler la première chaîne d'îles de défense américaine, la vaste campagne de répression militaire pourrait favoriser l'émergence de cadres militaires beaucoup moins frileux face au risque, plus nationalistes et plus agressifs.

Par ailleurs, l'ampleur et la rapidité de la capacité de la Chine à produire, au cours des prochaines années, des matières fissiles dépendent de ses stocks de plutonium, d'uranium, de tritium et de zirconium hautement enrichis. Produire plus de 1 000 ogives supplémentaires d'ici 2035 nécessiterait d'intensifier considérablement cette production (KRISTENSEN et al. 2025).

Pour soutenir cet objectif, le PCC entend développer ses capacités civiles à double usage, notamment à travers des installations de retraitement du combustible nucléaire et des réacteurs nucléaires à neutrons rapides surgénérateurs (SINGH, 2025). Des installations telles qu'une usine de retraitement dans le parc industriel de technologie nucléaire de Gansu de la Compagnie nucléaire nationale chinoise, qui devrait entrer en service en 2026, ainsi qu'une deuxième usine de retraitement au même endroit, qui pourrait être opérationnelle avant la fin de la décennie, illustrent bien cette ambition (KRISTENSEN et al. 2025).

Des incertitudes demeurent toutefois quant au volume réel d'uranium, de tritium, de zirconium et de plutonium hautement enrichis que la Chine serait en mesure d'exploiter au-delà de 2035 (KRISTENSEN et al. 2025). Il convient de relever que Pékin n'a pas communiqué ses réserves de plutonium à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) depuis 2017. Selon des estimations issues de sources ouvertes, la Chine en construirait environ 100 ogives nucléaires par an depuis 2023, ce qui, à ce rythme, signifie qu'elle aurait encore besoin de 30 ans, soit jusqu'en 2056, pour atteindre 3 700 ogives en inventaire (STOKES, 2025).

Les stratégies d'adaptation des puissances moyennes face à la nucléarisation régionale

L'intensification des dynamiques nucléaires en Indopacifique ne concerne pas uniquement les États dotés de l'arme atomique. Elle exerce également une influence profonde sur les choix stratégiques des puissances régionales non nucléaires, dont la sécurité repose largement sur les garanties de dissuasion élargie offertes par les États-Unis. Face à la modernisation rapide des arsenaux chinois et nord-coréens, ainsi qu'à la persistance de rivalités territoriales en Asie orientale, plusieurs États cherchent désormais à renforcer leurs capacités militaires afin de préserver leur autonomie stratégique et leur crédibilité dissuasive.

Cette adaptation prend des formes diverses. Certains pays privilégient le renforcement de leurs capacités conventionnelles avancées et l'approfondissement de leurs alliances militaires, à l'image de l'Australie qui a engagé une transformation majeure de sa posture navale à travers le pacte AUKUS. D'autres, comme le Japon et la Corée du Sud, demeurent officiellement

attachés au régime international de non-prolifération, mais disposent des capacités technologiques et industrielles nécessaires pour développer rapidement une capacité nucléaire militaire si leur environnement stratégique venait à se dégrader davantage.

Dans un contexte marqué par l'érosion progressive des mécanismes de contrôle des armements et par les incertitudes entourant la pérennité des garanties de sécurité américaines, ces évolutions alimentent un débat croissant sur la pertinence de la dissuasion élargie et sur les options stratégiques disponibles pour les puissances moyennes de la région. Si aucune décision de nucléarisation n'a été prise à ce stade, l'émergence de telles réflexions témoigne d'une transformation plus profonde de l'équilibre stratégique en Indopacifique, susceptible d'accroître à terme les risques de prolifération et d'instabilité régionale.

L'Australie : le pari stratégique de la propulsion nucléaire

Face au renforcement des capacités militaires chinoises et à l'influence croissante de Pékin dans la région, l'État australien, sous le gouvernement de centre droit de Scott Morrison, avait identifié la nécessité stratégique de consolider ses moyens de défense afin de préserver la sécurité nationale. C'est dans ce contexte qu'en septembre 2021, le Premier ministre Morrison avait décidé, sans préavis, d'annuler le contrat portant sur 12 sous-marins conventionnels Shortfin Barracuda, conclu avec le constructeur français Naval Group, pour s'engager dans une alliance stratégique avec les partenaires traditionnels de l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni, afin d'acquérir des sous-marins à propulsion nucléaire reposant sur des réacteurs britanniques et la technologie nucléaire américaine (PERON-DOISE, 2025). La résiliation du programme franco-australien avait provoqué une brouille diplomatique, conduisant Paris à rappeler temporairement son ambassadeur de Canberra et de Washington en signe de protestation.

Si le pacte de coopération militaire, baptisé AUKUS, témoigne d'une confiance stratégique élevée entre pays alliés historiques, il alimente également la perception chinoise d'un encerclement anglo-saxon. À l'horizon 2032, l'Australie pourrait ainsi intégrer le cercle restreint des États dotés de sous-marins nucléaires, avec la livraison de 3 submersibles nucléaires américains de classe Virginia, puis de ses propres modèles, baptisés SSN-AUKUS, d'ici 2040. Dans l'intervalle, un déploiement par rotation de sous-marins nucléaires américains et britanniques est prévu dès 2027 à la base navale de HMAS Stirling, en Australie-

Occidentale. De là, les sous-marins américains, britanniques et, à terme, australiens pourront atteindre des zones de crises ou de conflits potentiels dans la région.

Cette annonce avait suscité de vives critiques de la part de Pékin, qui avait lancé une vaste campagne diplomatique pour déplorer cette décision, que le PCC considérait comme un facteur de prolifération nucléaire (GUILBERT, 2023). Dans la foulée de l'annonce du 13 mars 2023 à San Diego, en Californie, officialisant les plans d'AUKUS, la mission chinoise auprès des Nations unies avait publiquement accusé Canberra, Washington et Londres de rompre avec les principes énoncés dans le TNP (HAUTECOUVERTURE, 2023).

Historiquement, l'Australie considère sa flotte sous-marine comme l'élément central de sa dissuasion générale, lui permettant de projeter sa puissance et de collecter des renseignements sur de vastes zones. Son périmètre d'intérêt politico-militaire s'étend du golfe Persique à l'ouest à la péninsule coréenne au nord, en passant par les îles du Pacifique à l'est et l'Antarctique au sud. C'est précisément pour répondre à ces impératifs opérationnels que Canberra privilégie désormais la propulsion nucléaire, qui offre une portée et une endurance supérieures à celles des sous-marins classiques (LABÉVIÈRE, 2021).

Le risque demeure cependant que l'introduction de ces futurs submersibles australiens augmente la probabilité d'erreurs de jugement en mer. Alors que la Chine poursuit l'expansion de sa flotte de SNLE, l'accumulation de nouveaux systèmes navals de part et d'autre renforce les risques d'incident dans les espaces maritimes adjacents. Pékin avait d'ailleurs récemment démontré sa capacité à déployer ses navires de guerre dans la zone économique exclusive australienne en y menant des exercices de tirs réels en mer de Tasman en février 2025 (France 24 et Agence France-Presse, 2025). En mars 2025, 3 navires de guerre, dont une frégate, un croiseur lance-missiles et un navire ravitailleur, se trouvaient à seulement 170 milles nautiques (314 km) au sud-ouest de la base navale australienne de HMAS Stirling, qui abritera les futurs sous-marins nucléaires SSN-AUKUS (RINTOUL, 2025). La militarisation de l'océan Indien est appelée à perdurer, d'autant plus que le gouvernement d'Anthony Albanese avait annoncé en septembre la construction d'une nouvelle base navale à Henderson, en Australie-Occidentale, qui pourra à terme servir de point de maintenance pour les sous-marins nucléaires de classe Virginia (DICK et TRUU, 2025).

De son côté, la marine australienne mène régulièrement des exercices conjoints et des missions de liberté de navigation avec ses partenaires régionaux et internationaux dans les corridors maritimes essentiels à ses exportations. Pékin avait d'ailleurs dénoncé en septembre

2025 le passage de navires militaires australiens dans le détroit de Taïwan (SBS News, 2025), un couloir maritime où l'APL effectue quotidiennement des sorties navales et aériennes, ainsi que des opérations de grande envergure, pour contrer les velléités souveraines du Parti démocrate progressiste taïwanais actuellement au pouvoir. Canberra avait également exprimé des remontrances envers Pékin, affirmant qu'un avion de chasse chinois avait tiré des fusées éclairantes à proximité d'un avion de patrouille maritime australien en mer de Chine méridionale, le 19 octobre 2025 (DZIEDZIC, 2025).

Cette situation s'inscrit dans un contexte où la Société australienne de radiodiffusion (ABC) avait révélé en novembre 2025 que des entreprises minières liées à l'État chinois exploitaient deux mines en Australie-Occidentale pour extraire des minéraux critiques, notamment du zirconium (GRIGG et MCDONALD, 2025). L'Australie, premier producteur mondial de cette ressource, assure à elle seule 41 % des importations chinoises (GRIGG et MCDONALD, 2025). En cas de conflit entre les États-Unis et la Chine, l'APL pourrait ainsi envisager de neutraliser les installations militaires conjointes américano-australiennes, notamment les bases aériennes de RAAF Darwin et de RAAF Tindal, utilisées comme plateformes opérationnelles pour les chasseurs et bombardiers américains.

Le Japon et la Corée du Sud : le dilemme de la dissuasion nucléaire

L'érosion continue du TNP pourrait inciter la Corée du Sud et le Japon à envisager la mise en place de leur propre programme militaire nucléaire. Cette situation survient alors que la fiabilité de la seconde administration Trump concernant les garanties de sécurité américaines soulève des doutes. Le Japon et la Corée du Sud dépendent actuellement du « parapluie nucléaire » américain pour se protéger des agissements du régime nord-coréen. L'engagement américain contribue parallèlement à faire valoir leurs droits maritimes contre la Chine en mer Jaune et en mer de Chine orientale. Contrairement au continent européen, où des bombes nucléaires américaines sont toujours déployées dans le cadre de la stratégie de partage nucléaire de l'OTAN, les armes du Japon et de la Corée du Sud avaient été retirées dès la fin de la guerre froide (FAYET, 2022).

La dissuasion élargie n'est désormais visible que par le biais d'une forte présence conventionnelle américaine, de déclarations conjointes et de mécanismes de consultation, ce qui n'est plus considéré comme suffisant par Tokyo et Séoul. Pour que la dissuasion américaine soit efficace, la Maison-Blanche devrait accepter le risque d'une escalade nucléaire avec le

régime nord-coréen, ce qui impliquerait potentiellement de sacrifier une partie du territoire américain (Guam dans le scénario le moins défavorable, Hawaï et la côte ouest dans l'hypothèse la plus pessimiste), afin de défendre l'intégrité des deux alliés asiatiques.

La politique de dissuasion américaine actuelle est toutefois appelée à perdurer, malgré la mission confiée par le président Trump au général Michael Guetlein, de la Force spatiale des États-Unis, de concevoir un système antimissile de nouvelle génération baptisé « Dôme d'or », destiné à protéger le territoire continental des États-Unis contre les menaces de missiles stratégiques, en particulier les ICBM porteurs de têtes nucléaires (MACHECOURT, 2025). Ce projet pourrait être déployé au Groenland, dont la position géostratégique serait déterminante, situé entre l'Amérique du Nord et l'Europe, mais relevant du royaume du Danemark. Les autorités danoises négocient actuellement avec l'administration Trump un élargissement de l'accord de défense bilatéral de 1951, applicable au territoire groenlandais (HIVERT, 2026). Les premiers plans ambitieux de ce bouclier, dont la facture finale est estimée à environ 175 milliards de dollars par l'administration Trump, visent à ce qu'il soit capable d'intercepter et de détruire les ICBM en phase propulsée, avant qu'ils n'aient lâché leurs têtes nucléaires ou des leurres (MACHECOURT, 2025). Pour ce faire, il s'appuiera sur un réseau de centaines de satellites en orbite basse (à environ 200 km de la surface terrestre) (BBC News Afrique, 2025). Si le président Trump vise à achever ce projet en trois ans, le Bureau de la gestion du budget fédéral suggère qu'il pourrait prendre 20 ans, pour un coût total de 542 milliards de dollars (BBC News Afrique, 2025).

C'est dans ce contexte que plus d'une douzaine de parlementaires, de responsables sécuritaires et d'anciens chefs militaires japonais et sud-coréens exhortent Tokyo et Séoul à renforcer leurs capacités de dissuasion. Lee Jong Seok, le directeur des services de renseignement, a notamment exhorté le gouvernement sud-coréen à obtenir des droits d'enrichissement d'uranium afin de souligner ses capacités nucléaires potentielles. Parallèlement, les députés des factions nationalistes du Parti libéral-démocrate (PLD) japonais au pouvoir soutiennent l'idée d'une dissuasion nationale (KELLY, GEDDIE, PARK, LEE, SMITH et LAGUE, 2025). Plusieurs experts estiment d'ailleurs que Tokyo dispose déjà des capacités techniques et pourrait acquérir les matériaux nécessaires pour concevoir et déployer une arme nucléaire, s'il en prenait la décision (KELLY et al. 2025).

Bien que l'accident de Fukushima, survenu en mars 2011, ait entraîné la fermeture temporaire des centrales nucléaires japonaises, dont la réouverture a débuté en 2022, le Japon

dispose encore des réserves de plutonium les plus élevées au monde pour un État non doté d'armes nucléaires (ENDAN) (ALBESSARD, 2022). Ce débat devrait s'intensifier sous la Première ministre, Sanae Takaichi, partisane d'une remilitarisation et affiliée au Nippon Kaigi, une organisation ultranationaliste nostalgique du Japon impérial (NODINOT, 2025). Il devrait surtout prendre de l'ampleur si le président Trump ne lui accorde pas le droit d'accueillir des armes nucléaires américaines, comme elle l'avait précédemment déclaré. Dans son ouvrage de 2024 intitulé *Kokuryoku Kenkyu Nippon Retto Wo, Tsuyoku Yutaka Ni (Étude du pouvoir national, rendre le Japon fort et prospère)*, elle soutenait que l'application stricte des « trois principes de non-nucléarisation » pouvait entraver la sécurité nationale en cas de crise majeure (HARTCHER, 2025). Elle avait à nouveau réaffirmé son intention de réviser la Constitution après l'obtention, en février 2026, d'une majorité parlementaire à la Chambre basse du Parlement (THANKACHAN, 2026).

Une telle trajectoire exacerberait les tensions déjà vives autour du détroit de Corée et pourrait susciter une réaction ferme des autorités chinoises, toujours marquées par le souvenir de l'occupation japonaise de 1931 à 1945. Cette occupation avait débuté à la suite de l'incident de Mukden (l'actuelle Shenyang, capitale historique des Mandchous), lorsque l'armée japonaise avait orchestré une opération sous faux drapeau afin d'imputer aux Chinois la destruction d'une portion de la voie ferrée relevant de la société japonaise des chemins de fer de Mandchourie du Sud (BERMANN, 2025, p. 124). Avant son arrivée au pouvoir, Takaichi s'était distinguée par plusieurs visites au sanctuaire Yasukuni, où sont honorés les soldats japonais, dont des criminels de guerre, impliqués dans les exactions commises en Chine durant la Seconde Guerre mondiale (THIBAULT, 2025). Les relations bilatérales avec Pékin se sont de nouveau tendues en novembre 2025, lorsque la Première ministre avait laissé entendre que le Japon pourrait intervenir militairement à Taïwan en cas d'attaque de la Chine (THIBAULT, 2025). Des mesures de rétorsion ont alors été prises par le PCC contre les exportations japonaises et le tourisme, tandis que la garde côtière chinoise avait été déployée dans les eaux proches des îles Senkaku (appelées Diaoyu par les Chinois), qui sont contestées mais sous contrôle japonais (LIN et GOVELLA, 2025).

La Corée du Sud s'appuie pour sa part sur une industrie balistique en pleine expansion. Les forces militaires sud-coréennes possèdent divers types de missiles balistiques à portée et capacité d'emport croissantes, dont un missile destiné au lancement depuis un sous-marin et un autre depuis la terre ferme, d'une portée intermédiaire de 3 000 à 5 500 km (GHOSHAL, 2024). Ces missiles seraient déployés en cas de représailles contre la Corée du Nord, visant des

installations telles que des centres de commandement souterrains et des sites de missiles nucléaires (GHOSHAL, 2024). De manière plus significative, la Corée du Sud possède des réacteurs nucléaires sur 4 sites avec une capacité de production combinée d'environ 18 gigawatts électriques (GWe) et d'autres réacteurs avec un total supplémentaire de 10 GWe en construction (*Korea Hydro and Nuclear Power Company*). Il est prévu de construire suffisamment de capacité de production pour 15 GWe supplémentaires d'ici 2030 (Comité national de l'énergie, Cabinet du Premier ministre, République de Corée, 2008). Cela porterait la capacité de production nucléaire sud-coréenne totale à 43 GWe, soit presque autant que la capacité de production nucléaire actuelle du Japon.

Si Donald Trump a annoncé vouloir relancer le dialogue de paix avec Kim Jong Eun, l'ancrage de Pyongyang dans son partenariat avec Moscou pourrait désormais réduire sa volonté d'engager de nouveaux cycles de négociations d'ici la fin de son mandat. Le tir de missiles hypersoniques nord-coréens à la veille de l'arrivée du président américain au sommet de l'APEC illustre l'absence de volonté du régime de renouer un dialogue constructif avec Washington. Dans ce contexte, l'autorisation récemment donnée par le président Trump à la Corée du Sud de construire un sous-marin à propulsion nucléaire pourrait inciter le Japon à entreprendre des démarches similaires, accentuant ainsi la fragilité stratégique régionale (Agence France-Presse, 2025). Cette situation géopolitique instable pourrait pousser le régime nord-coréen à mener un septième essai nucléaire, le dernier en date ayant eu lieu en septembre 2017 sur le site de Punggye-ri.

L'érosion du régime international de contrôle des armements nucléaires

La stabilité nucléaire internationale a longtemps reposé sur un ensemble d'accords de contrôle des armements et de mécanismes de confiance négociés principalement entre les États-Unis et l'Union soviétique, puis entre Washington et Moscou après la guerre froide. Ces instruments juridiques, combinés aux normes politiques de retenue et aux régimes multilatéraux de non-prolifération, ont contribué pendant plusieurs décennies à limiter l'expansion des arsenaux stratégiques et à réduire les risques d'escalade nucléaire.

Depuis le début des années 2010, cet édifice normatif connaît toutefois une fragilisation progressive. La détérioration des relations entre les grandes puissances, la modernisation accélérée des arsenaux nucléaires et l'émergence de nouveaux acteurs stratégiques ont progressivement remis en cause les mécanismes hérités de la guerre froide. L'expiration du traité New START en 2026 marque à cet égard une rupture majeure, en mettant fin au dernier accord bilatéral limitant les arsenaux stratégiques américains et russes.

Dans ce contexte, l'absence de nouveaux cadres de régulation, combinée à l'accélération des programmes nucléaires chinois et aux tensions géopolitiques croissantes, alimente les inquiétudes quant au retour d'une compétition nucléaire moins encadrée. Face à cette évolution, plusieurs États d'Asie du Sud et du Sud-Est pourraient jouer un rôle diplomatique croissant dans la promotion d'initiatives de réduction des risques et dans la préservation des normes internationales visant à limiter l'usage de l'arme nucléaire.

L'érosion des architectures de contrôle des armements

Quatre-vingts ans après les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, le continent asiatique est de nouveau confronté à un danger nucléaire manifeste. Si les conventions internationales ont joué un rôle clé dans la régulation des arsenaux militaires mondiaux, y compris dans le domaine nucléaire, pendant la guerre et la période post-guerre froide, les édifices normatifs actuels sont en train de s'effriter, voire de disparaître, en raison des agissements des trois puissances nucléaires.

Arrivé à échéance en février 2026, le traité New Start n'impose désormais plus aucune limitation aux arsenaux atomiques des deux superpuissances nucléaires mondiales, pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle. Conclu en 2010 par les présidents Barack Obama et Dmitri Medvedev, il s'inscrivait dans la continuité des accords SALT (pour « négociations sur la limitation des armes stratégiques »), conclus entre les États-Unis et l'Union soviétique durant la guerre froide. Si le président Poutine avait laissé entendre en septembre 2025 qu'il serait disposé à respecter les plafonds fixés par le traité New Start pour une année supplémentaire, sous réserve que les États-Unis fassent de même, Donald Trump exprimait encore début janvier 2026 son mécontentement à l'égard des manquements de Moscou à l'accord, dans un entretien au New York Times (TRUMP, 2026).

En février 2023, le Kremlin avait notamment annoncé la suspension de l'application du traité en réponse aux attaques de drones ukrainiens contre des bases aériennes stratégiques russes, survenues deux mois plus tôt (POUTINE, 2023). Des armes nucléaires tactiques russes étaient ensuite déployées en mai 2023 sur le territoire biélorusse, allié et voisin de la Russie, ce qui constituait le premier transfert d'ogives nucléaires tactiques hors de Russie depuis la chute de l'Union soviétique (TEUTRIE, 2024, p. 294). Le Kremlin a également développé de nouveaux systèmes nucléaires, notamment de nouveaux missiles à propulsion nucléaire et une torpille de grande taille que les forces militaires russes avaient testée à la fin de l'année dernière (GOMART, 2025).

Donald Trump n'est pas exempt de reproches : lors de son premier mandat, il avait retiré son pays de deux traités avec la Russie, en 2019 et 2020, le premier relatif aux forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI) et le second sur le régime « Ciel ouvert » (ALONSO, 2020). Le président Trump avait par ailleurs soutenu le développement de nouvelles armes nucléaires tactiques, mises en avant dans l'examen de la posture nucléaire (NPR) de 2018 (ZANDEE et VAN DER MEER, 2018). Cette année, l'agence fédérale américaine chargée de l'efficacité et de la maintenance des armes nucléaires, la *National Nuclear Security Administration*, a annoncé avoir intensifié sa production de tritium, un gaz indispensable aux têtes thermonucléaires, dont le stockage à long terme est impossible (VINCENT, 2026).

L'échec de la conclusion d'un traité successeur au New Start peut être attribué à l'intensification des relations entre la Chine et la Russie sous Xi Jinping et Vladimir Poutine. Les rapports entre les deux pays sont devenus considérablement plus étroits depuis que leurs dirigeants avaient scellé un partenariat « sans limites » en marge de l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, en février 2022, établissant ainsi une feuille de route pour contester la vision américaine de l'ordre mondial libéral (URBANSKY et WAGNER, 2026). Cette coopération accrue se manifeste désormais dans le domaine militaire par des patrouilles conjointes de bombardiers stratégiques en mer du Japon et en mer de Chine orientale, la plus récente remontant à décembre 2025. Ce rapprochement est d'autant plus remarquable que, en mars 1969, les deux États s'étaient affrontés militairement à cause d'un différend d'interprétation de la convention de Pékin de 1860 concernant leur frontière orientale, à proximité de l'île Damanski (appelée Zhenbao en mandarin).

Parallèlement, le rapport 2022 du département d'État américain sur le respect des accords et des engagements en matière de contrôle des armements, de non-prolifération et de

désarmement, publié en mars 2023, exprimait des inquiétudes quant aux incertitudes entourant les activités sur les sites d'essais nucléaires de Novaya Zemlya (Russie) et de Lop Nur (U.S. State Department, 2023). Ces révélations ont vraisemblablement encouragé Donald Trump à diffuser, sur Truth Social, des affirmations infondées concernant des essais d'armes nucléaires russes et chinois, et à réexaminer l'engagement américain à l'égard du TICE (ROUSSEAU, 2025). La Russie et la Chine affirment pourtant publiquement respecter le moratoire mondial sur les essais nucléaires négocié dans les années 1990, tandis que la surveillance sismique n'a enregistré aucun essai d'arme nucléaire de grande envergure provenant de leur territoire (TAYLOR, COPPET et DEYOUNG, 2025).

Signé sans être ratifié par le président Bill Clinton en 1996, il est peu probable que les États-Unis reprennent, dans l'immédiat, des essais nucléaires atmosphériques à grande échelle. Compte tenu des infrastructures encore opérationnelles sur le site d'essais du Nevada, où avait été réalisé le dernier tir en profondeur sous le mont Rainier en septembre 1992, les autorités américaines pourraient envisager la réalisation d'un test souterrain limité dans un délai de six à dix mois (HOORMAN, 2025). Des centaines de cratères d'essais souterrains y ont été creusés, avec des puits pouvant atteindre plusieurs centaines de mètres de profondeur afin de contenir l'explosion et de limiter les retombées radioactives (HOORMAN, 2025).

Une telle initiative entraînerait toutefois des répercussions dépassant largement les frontières du Nevada, la Chine et la Russie répliquant très probablement par des mesures parallèles. Depuis l'annonce du président Trump, le Kremlin s'est empressé de solliciter des propositions auprès des instances compétentes pour relancer le programme d'essais nucléaires russes (Le Figaro et Agence France-Presse, 2025). Si les États-Unis reprenaient les essais nucléaires, l'existence de chambres souterraines horizontales profondément enterrées sur le pourtour nord du complexe de Lop Nur pourrait inciter Pékin à mener des essais nucléaires à très faible rendement, d'une puissance pouvant aller jusqu'à 10 kilotonnes (CADELL, 2025). Son armée poursuit également la construction d'infrastructures autour du site, qui pourraient faciliter des essais plus importants ou plus fréquents (CADELL, 2025).

Dans ce contexte, le Pentagone étudie un retour à une présence militaire américaine à distance opérationnelle de Lop Nur. L'ancienne base aérienne de Bagram, pivot des opérations américaines en Afghanistan de 2001 à 2021, constitue un site stratégique désormais examiné par l'administration Trump (LAURENT, 2025). Située dans le nord-est afghan, proche de la frontière chinoise, elle se trouve à une heure de vol du site nucléaire chinois. Plusieurs

émissaires américains, dont Zalmay Khalilzad, ancien négociateur avec les talibans de 2018 à 2021, ont récemment multiplié les visites à Kaboul pour discuter, de manière discrète, avec Amir Khan Mutaqi, le ministre taliban des Affaires étrangères. Cette option aurait toutefois un coût diplomatique considérable : la reconnaissance du régime taliban et la levée des sanctions.

Vers une diplomatie asiatique de réduction des risques nucléaires

Le contexte sécuritaire actuel, marqué par une concurrence et des tensions croissantes entre les grandes puissances, présente à certains égards des similitudes avec les périodes les plus intenses de la guerre froide, qu'il s'agisse des années 1950 et du début des années 1960, ou de la résurgence de la compétition intense dans les années 1980. Face à un environnement régional marqué par une nouvelle course aux armements nucléaires, les ENDAN d'Asie du Sud et du Sud-Est gagneraient à unir leurs efforts diplomatiques pour réduire les risques et renforcer les mesures de sécurité.

L'émergence de technologies de rupture, comme l'intelligence artificielle (IA), confère à cette dynamique un caractère d'urgence accrue. Si ces technologies sont susceptibles d'améliorer les performances intrinsèques des futurs systèmes d'armes, elles amplifient simultanément les risques d'incidents d'origine cybernétique, dans des contextes où les opérateurs humains pourraient ne plus disposer du temps, ni des informations nécessaires, pour exercer un contrôle effectif sur les décisions critiques. Ce risque est encore accentué par la normalisation progressive de l'IA générative dans les processus bureaucratiques militaires. À cet égard, le commandant en chef des forces américaines stationnées en Corée du Sud, le général William Hank Taylor, avait notamment déclaré en octobre 2025, lors d'une table ronde avec les médias, qu'il s'appuyait sur ChatGPT dans le cadre de ses processus décisionnels (FERRARIS, 2025). Une telle dépendance aux outils d'IA à usage commercial peut exposer des informations sensibles et altérer la qualité de la prise de décision en situation de crise, dès lors que les recommandations produites sont suivies sans un examen critique approfondi.

Disposant d'un poids économique et diplomatique certain, l'Indonésie, Singapour, la Malaisie et le Vietnam sont bien placés pour jouer un rôle moteur dans ce processus diplomatique. Ces quatre États entretiennent un dialogue régulier avec les trois principales puissances nucléaires, à la fois dans les enceintes multilatérales régionales et internationales et par le biais d'échanges bilatéraux portant sur des dossiers stratégiques et commerciaux. Leur crédibilité a d'ailleurs été consolidée par la dernière édition de l'*Asia Power Index* du Lowy

Institute, publiée en novembre 2025, qui les classe parmi les quatre États d'Asie du Sud-Est figurant dans les quinze premiers pour leur influence diplomatique globale sur le continent asiatique (Lowy Institute, 2025).

Cette action pourrait être soutenue par des partenaires tels que le Sri Lanka et les Maldives, dont les relations diplomatiques avec l'Inde et le Pakistan sont historiques et solides. Ces deux pays défendent une diplomatie fondée sur le non-alignement, privilégiant la coexistence pacifique, le refus du recours à la force et le respect de la souveraineté. Cette approche leur permet de maximiser leur autonomie et d'éviter toute forme de dépendance, qu'il s'agisse d'aide internationale ou de pression militaire.

Il est crucial que les pays moteurs portent, dans les cadres bilatéraux et multilatéraux, une vision lucide et réaliste des coûts et des conséquences liés à l'utilisation de l'arme nucléaire. Si la prolifération actuelle des armes nucléaires est perçue comme une garantie de sécurité et d'intégrité territoriale, il s'agit d'une vérité dangereusement partielle. Le système international avait frôlé la guerre nucléaire à deux reprises durant la guerre froide. Pendant la crise des missiles de Cuba, en 1962, le commandant d'un sous-marin soviétique, Vassili Alexandrovitch Arkhipov, refusa d'autoriser l'utilisation de l'arme atomique en réponse à une attaque américaine. Le tir d'une torpille nucléaire soviétique nécessitait l'approbation unanime des trois commandants de la flotte. En septembre 1983, un officier soviétique, Stanislav Petrov, décidait de ne pas signaler une fausse alerte d'une attaque nucléaire américaine à sa hiérarchie, évitant ainsi une escalade potentielle. La relance d'un dialogue régulier dans des forums tels que les conférences d'examen du TNP ou le Forum régional de l'ASEAN renforcerait dès lors la diplomatie préventive et encouragerait une plus grande transparence concernant les stocks et les doctrines des États dotés.

La formation d'une coalition asiatique pour la réduction des risques nucléaires permettrait de consolider le poids politique collectif des ENDAN, tout en ouvrant la voie à des avancées concrètes, comme l'élargissement du traité de Bangkok aux cinq puissances nucléaires reconnues par le TNP. Ce traité, composé de vingt-deux/22 articles, d'une annexe et d'un protocole, interdit l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires à l'encontre des États parties et vise à garantir la non-prolifération nucléaire durable dans la région. Si tous les États membres de l'ASEAN l'ont ratifié, aucune puissance nucléaire n'a encore franchi cette étape. Relancer un dialogue constructif en vue d'une telle adhésion, dans le cadre de négociations multilatérales progressives, constituerait une démarche pertinente et structurante à long terme.

Une telle initiative encouragerait une dynamique similaire en Asie méridionale et contribuerait à l'émergence de normes de comportement responsable en matière nucléaire.

À court et moyen terme, des relations plus apaisées entre Pékin et Washington représenteraient un préalable essentiel à la relance d'autres volets de discussions stratégiques, notamment concernant la péninsule coréenne. Des relations plus stables entre les deux capitales pourraient inciter la Chine à freiner davantage la prolifération nord-coréenne en menaçant la relation commerciale qu'elle entretient avec Pyongyang, laquelle représentait environ 98 % du commerce total de l'économie nord-coréenne en 2024, soit 2,2 milliards de dollars (SOKOLIN, 2025).

Pékin dispose d'une capacité d'influence sur Moscou dans le contexte de la guerre en Ukraine, comme en témoigne sa fourniture de 90 % des composants microélectroniques et de 70 % des machines-outils, qui sont essentiels à la fabrication de missiles, de chars et d'avions russes (SAILLOFEST, 2024). Elle pourrait, à cet égard, se mobiliser pour dissuader la Russie de soutenir une montée en puissance du programme nucléaire et balistique nord-coréen, ce qui irait à l'encontre des intérêts commerciaux et stratégiques de la Chine. Toute escalade de la course aux armements autour du détroit de Corée réduirait la flexibilité stratégique chinoise visant à s'affranchir de la première chaîne d'îles de défense américaine.

Parallèlement, les délégations diplomatiques des Maldives et du Sri Lanka pourraient encourager l'Inde et le Pakistan à renforcer leurs dispositifs de sécurité nucléaire et à relancer le dialogue nucléaire bilatéral, suspendu depuis 2012. Ces efforts pourraient être complétés par la mise en place de mécanismes de communication de crise plus efficaces, incluant des simulations conjointes et des protocoles standardisés pour la gestion des situations à haut risque, afin d'améliorer la capacité des deux armées à prévenir les escalades futures.

En définitive, la survie du régime de désarmement nucléaire dépendra autant de l'engagement des grandes puissances à respecter leurs obligations que de la capacité des États d'Asie du Sud et du Sud-Est à promouvoir une diplomatie préventive dans un environnement international fragilisé. Ce défi restera considérable, la Chine ayant clairement indiqué qu'elle ne signerait aucun traité de contrôle des armements avec les États-Unis tant qu'elle n'aurait pas atteint la parité avec Washington.

Dans ce contexte, les ENDAN auraient intérêt à encourager les deux puissances à privilégier, dans un premier temps, les volets techniques et de confiance mutuelle avant d'aborder les questions structurelles de désarmement. La conclusion d'un accord juridiquement

contraignant apparaît improbable à ce stade, mais des engagements politiques limités, à caractère déclaratoire, pourraient être envisagés comme mesures de stabilisation provisoires. La diplomatie chinoise aurait proposé, dans le cadre du TNP, de formuler une déclaration politique sur le non-emploi en premier des armes nucléaires, à terme, avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Des sources proches du pouvoir décisionnel américain indiquent toutefois que le Pentagone aurait rejeté cette proposition, estimant qu'elle affaiblirait la crédibilité de la dissuasion élargie (SHEPHERD, 2025). Poursuivre dans cette direction permettrait toutefois au président Trump d'atténuer les risques d'escalade nucléaire dans un contexte de tensions géopolitiques mondiales croissantes impliquant les États-Unis et la Chine, notamment concernant Taïwan, la mer de Chine méridionale, le Groenland ou l'Amérique latine.

Conclusion

Le contexte géopolitique actuel en Indopacifique, avec son lot d'incertitudes, a remis la question nucléaire au centre des préoccupations. La Corée du Nord demeure largement imprévisible en raison du climat de siège et de la posture paranoïaque de son dirigeant, Kim Jong Eun, qui se perçoit comme constamment menacé. La révision doctrinale de septembre 2023 a permis de clarifier la politique nucléaire de la Corée du Nord, en autorisant le recours à des frappes nucléaires tactiques contre tout État qui mènerait une attaque avec le soutien d'une puissance nucléaire ou qui en menacerait la possibilité. L'État nord-coréen accélère désormais de manière significative le développement de ses ogives nucléaires, ainsi que de ses missiles balistiques, de croisière et de ses sous-marins nucléaires d'attaque.

Si la Chine a intégré le cercle restreint des puissances nucléaires le 16 octobre 1964, le PCC, sous la présidence de Xi Jinping, entend renforcer ses stocks d'ogives nucléaires pour combler son retard avec la Russie et les États-Unis, en vue de bâtir une armée de premier plan d'ici le centenaire de la RPC. Selon les services de renseignement militaire américains, la Chine pourrait atteindre le millier de têtes opérationnelles dès 2030. Pour atteindre cet objectif, Pékin perfectionne sa triade nucléaire en dévoilant, lors de son défilé militaire du 3 septembre 2025, son tout nouveau missile ICBM, le DF-5C, dont la portée dépasse les 20 000 km, ce qui suffit à couvrir la totalité de la planète tout en transportant plusieurs têtes nucléaires. En renforçant ainsi sa dissuasion stratégique, Pékin cherche à imposer la reconnaissance de ses intérêts, notamment en mer de Chine méridionale et orientale, ainsi qu'à l'égard de Taïwan, dont la gouvernance a été perdue par les autorités continentales depuis le traité de Shimonoseki, signé le 17 avril 1895, qui avait mis fin à la première guerre sino-japonaise.

Face à des défis sécuritaires croissants, les pays non dotés de la région renforcent leurs systèmes de défense. Cette problématique est particulièrement prégnante en Asie de l'Est, où la fiabilité de la seconde administration Trump en matière de garanties de sécurité américaines est sujette à caution. Le Japon et la Corée du Sud disposent actuellement des compétences nécessaires pour se lancer dans un programme nucléaire, si les garanties de sécurité fournies officiellement par l'armée américaine ne sont plus jugées suffisantes. Ni Tokyo ni Séoul ne sont signataires du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), afin de ne pas compromettre leur capacité à mener un programme nucléaire militaire potentiel.

L'Australie observe quant à elle avec préoccupation la militarisation continue de la marine chinoise dans les routes commerciales d'Asie du Sud-Est, ainsi que l'intérêt croissant de Pékin pour les îles du Pacifique. Si elle constate avec le président Trump sa volonté d'équilibrer les relations commerciales, le gouvernement australien actuel reste attaché à l'alliance avec les États-Unis, comme en témoigne son soutien financier au premier pilier d'AUKUS, à savoir l'acquisition par l'Australie de sa première flotte de sous-marins à propulsion nucléaire d'ici 2040. En attendant, Canberra accélère les travaux de la base navale de HMAS Stirling, dans l'ouest de l'Australie, afin de soutenir les rotations des sous-marins nucléaires américains et britanniques prévues pour 2027. Le risque d'un accrochage dans les eaux bordant l'Australie demeure, d'autant que des navires de guerre chinois sont désormais capables de franchir une telle distance, après avoir notamment traversé le pays d'est en ouest entre février et mars 2025.

Quatre-vingts ans après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, le délitement des traités internationaux encadrant les armes stratégiques est manifeste. L'affaiblissement des conventions impliquant les trois principales puissances nucléaires, notamment le TNP, conjugué à la montée des nationalismes, notamment en Inde et au Pakistan, accroît le risque d'un recours à ces armes, surtout autour du Cachemire, sujet de contentieux historique entre les deux pays. La doctrine militaire pakistanaise, qui prévoit le recours à l'arme nucléaire en cas de destruction massive de ses forces conventionnelles, illustre la vulnérabilité de cet équilibre stratégique.

La diplomatie nucléaire est d'autant plus complexe à cause de la posture américaine. Le président Trump avait annoncé en octobre son intention de reprendre les essais nucléaires des États-Unis pour la première fois depuis 1992, quelques instants avant un sommet bilatéral avec le président Xi en marge du sommet de l'APEC en Corée du Sud. Si une telle reprise devait se concrétiser, elle aurait vraisemblablement lieu sur le site d'essais nucléaires du Nevada, où s'était déroulé le dernier test américain. Une telle initiative aurait des répercussions mondiales majeures, notamment en incitant la Corée du Nord à procéder à de nouveaux essais, comme elle l'avait fait pour la dernière fois en septembre 2017 sur le site de Punggye-ri, près de la frontière chinoise, entraînant selon plusieurs experts chinois une fuite de radiations. La Chine et la Russie pourraient répliquer en menant également des essais, tout comme l'Inde et le Pakistan, qui ne voudraient pas être mis à l'écart.

Il revient ainsi aux pays non dotés de la région, qu'il s'agisse des pays d'Asie du Sud ou d'Asie du Sud-Est, de renforcer sans tarder la diplomatie préventive dans le cadre de réunions

Course aux armes nucléaires : quels sont les risques d'erreur d'appréciation dans la région indopacifique ?

bilatérales et multilatérales, notamment lors de la prochaine conférence d'examen du TNP, la XI^e, prévue cette année 2026, et lors de la prochaine réunion du Forum régional de l'ASEAN, afin de renforcer les mesures de sécurité et de prévenir toute escalade stratégique.

Bibliographie

- **Articles**

Agence France-Presse, « Trump donne le feu vert à la Corée du Sud pour la construction d'un sous-marin nucléaire », 30 octobre 2025.

ALONSO, P, « Nucléaire Etats-Unis : Donald Trump déserte les traités internationaux », *Libération*, 16 juin 2020.

BALENIERI, R, « La Chine exclut neuf haut gradés de l'armée dans une nouvelle purge », *Les Echos*, 17 octobre 2025.

BANDOW, D, « Time to Face Reality: North Korea Is a Nuclear Power », *CATO Institute*, 27 février 2025.

BBC News Afrique, « Qu'est-ce que le système de défense antimissile Dôme d'or de Trump ? », 25 mai 2025.

BERLAIMONT, F, « Les arsenaux nucléaires sont en augmentation, la Chine en tête », *RTBF Actus*, 12 juin 2023.

BURGEL, T, « Le Type 096, le sous-marin chinois furtif et nucléaire qui effraie les états-majors occidentaux », *GEO*, 17 octobre 2023.

CADELL, C, « China rapidly expands nuclear test site as Trump revives Cold War tension », *The Washington Post*, 17 novembre 2025.

CHICHEPORTICHE, O, « Une menace absolue : la Corée du Nord dévoile son premier sous-marin à propulsion nucléaire », *BFM Business*, 9 mars 2025.

CHOUDHURY, S.-D, « L'Inde est confrontée à un dilemme stratégique alors que les tensions avec le Pakistan persistent », *Fondation Asie Pacifique du Canada*, 16 mai 2025.

DESMARAIS, A, « Missiles nord-coréens : jusqu'où peuvent-ils frapper ? Analyse de l'arsenal », *Euronews*, 31 août 2025.

DICK, S et TRUU, M, « Albanese government pours \$12 billion into expanding AUKUS defence facility near Perth », *ABC News*, 13 septembre 2025.

DONNET, P.-A, « La Chine étale sa puissance et se pose en alternative à l'Amérique », *Asialyst*, 4 septembre 2025.

DUPLAA, J, « Chine : de nouveaux missiles intercontinentaux à portée globale dévoilés », *Armées*, 4 septembre 2025.

DUMEAU, S et BAUER, A, « Rafale : l'Inde approuve l'achat de 114 avions de chasse pour plus de 30 milliards d'euros », *Les Echos*, 12 février 2026.

DZIEDZIC, S, « Chinese fighter jet released flares 'very close' to Australian aircraft », *ABC News*, 20 octobre 2025.

FERRARIS, S, « Nous sommes très proches » : un général américain fait confiance à ChatGPT pour prendre des décisions militaires », *BFM Business*, 15 octobre 2025.

FOURNOL, T et ABRAM, T, « Inde-Pakistan : implications stratégiques de l'usage d'armements conventionnels chinois lors de l'affrontement de mai 2025 », *Fondation pour la recherche stratégique*, 31 juillet 2025.

France 24 et Agence France-Presse, « L'Australie s'inquiète d'exercices militaires chinois au large de ses côtes », *France 24*, 21 février 2025.

GARDNER, T, « US tightens export controls of nuclear power items to China », *Reuters*, 19 août 2023.

GEOFFROY, R et BRETEAU, P, « Corée du Nord : un nombre record de tirs de missiles depuis deux ans », *Le Monde*, 15 janvier 2024.

GHOSHAL, D, « South Korea's impressive force of cruise and ballistic missiles », *Australian Strategic Policy Institute*, 28 août 2024.

GOMART, T, « Les Européens face à la « question russe », *Études*, 3 décembre 2025.

GRAINDORGE, T et Reuters, « Poutine remercie Kim Jong-un pour avoir déployé des troupes en Russie », *Le Point*, 28 avril 2025.

GRIGG, A et MCDONALD, A, « Australia supplying China with critical mineral vital for hypersonic missiles and its nuclear program », *ABC News*, 3 novembre 2025.

GUILBERT, F, « ASIE – DÉFENSE : L'Alliance Aukus est-elle un danger pour la Chine ? », *Gavroche Thaïlande*, 18 mars 2023.

HARTCHER, P, « With its first female PM, Japan's ready to march to a different beat », *The Sydney Morning Herald*, 7 octobre 2025.

HILLE, K, « Xi Jinping's purge of military officers raises doubts about China's readiness for war », *Financial Times*, 14 novembre 2025.

HIVERT, A.-F, « Le Groenland et le Danemark restent prudents et posent leurs « lignes rouges » après le revirement de Donald Trump », *Le Monde*, 23 janvier 2026.

HOORMAN, C, « Reprise des essais nucléaires : l'annonce retentissante mais floue de Donald Trump », *Le Monde*, 31 octobre 2025.

KELLY, T., GEDDIE, J., PARK, J.-M., LEE, J, SMITH, J et LAGUE, D, « Trump shock spurs Japan to think about the unthinkable: nuclear arms », *Reuters*, 23 août 2025.

KRISTENSEN, H.-M., KORDA, M., JOHNS, E et KNIGHT-BOYLE, M, « Pakistan nuclear weapons, 2025 », *Bulletin of Atomic Scientists*, 4 septembre 2025.

LAURENT, B, « Afghanistan : pourquoi Donald Trump veut-il récupérer la base de Bagram, 5 ans après avoir ordonné son abandon ? », *GEO*, 29 septembre 2025.

LANDRIN, S, « Inde-Pakistan : la bombe atomique a hanté l'affrontement entre les deux pays », *Le Monde*, 23 mai 2025.

LANDRIN, S et VINCENT, E, « Inde-Pakistan : l'opération militaire indienne a révélé les faiblesses de son armée de l'air », *Le Monde*, 8 mai 2025.

LANDRIN, S, « Pourquoi l'Inde et le Pakistan sont sur le pied de guerre », *Le Monde*, 3 mai 2025.

Le Figaro et Agence France-Presse, « En réaction aux propos de Donald Trump, Vladimir Poutine envisage de reprendre les essais nucléaires russes », *Le Figaro*, 5 novembre 2025.

Le Figaro et Agence France-Presse, « Corée du Nord : Kim Jong Un a supervisé des essais simulant des contre-attaques nucléaires », *Le Figaro*, 9 mai 2025.

LEI, Z, « China plans to raise defense spending by 7.2% to \$231b », *China Daily*, 7 octobre 2024.

LEMAITRE, F, « Xi Jinping confronté à ses propres erreurs de casting dans l'armée chinoise », *Le Monde*, 25 septembre 2025.

Le Monde et Agence France-Presse, « Cachemire : l'Inde annonce qu'elle va « couper l'eau » des fleuves qui irriguent le Pakistan après l'attentat de Pahalgam », *Le Monde*, 6 mai 2025.

LIN, B et GOVELLA, K, « Escalating Japan-China Tensions: Insights from the Past and Prospects for the Future », *Center for Strategic & International Studies*, 5 décembre 2025.

MACHECOURT, C, « Donald Trump peut-il vraiment doter les États-Unis d'un « dôme de fer » ? », *Le Point*, 30 janvier 2025.

NODINOT, A, « Japon : qui est Sanae Takaichi, la nostalgique de l'empire pressentie pour devenir première ministre », *l'Humanité*, 4 octobre 2025.

PANNEERSELVAM, P, « Looming in the background: Indian Navy's role in confrontation with Pakistan », *Australian Strategic Policy Institute*, 5 juin 2025.

PERON-DOISE, M, « L'AUKUS, un pacte militaire qui divise l'Indo-Pacifique », *IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques*, 28 octobre 2025.

PLANTADE, C, « Russie, Israël, Corée du Nord... La nouvelle course aux armements nucléaires », *Les Echos*, 16 juin 2025.

Reuters, « Pakistan PM calls meeting of body that oversees nuclear arsenal, says Pakistan military », 10 mai 2025.

RINTOUL, C, « Chinese warships near Australia's future home of nuclear-powered AUKUS submarines », *The Nightly*, 5 mars 2025.

RODGERS, J et WILLIAMS, H, « Parading China's Nuclear Arsenal Out of the Shadows », *CSIS – Center for Strategic & International Studies*, 4 septembre 2025.

ROUSSEAU, Y, « Je n'avais pas le choix » : Donald Trump ordonne au Pentagone de reprendre les essais nucléaires américains », *Les Echos*, 30 octobre 2025.

ROUSSEAU, Y, « Pyongyang affirme avoir lancé son premier sous-marin nucléaire tactique d'attaque », *Les Echos*, 8 septembre 2023.

SBS News, « China accuses Australian warship of 'provocation' for sailing through Taiwan strait », 7 septembre 2025.

SHEPHERD, C, « What to know about China's newly modernized nuclear arsenal », *The Washington Post*, 17 novembre 2025.

SOKOLIN, A, « North Korea records \$2.2B in trade with China in 2024 following December surge », *NK News*, 20 janvier 2025.

SEIBT, S, « Chine : un défilé militaire XXL pour affirmer ses ambitions militaires et territoriales », *France 24*, 2 septembre 2025.

SINGH, P.K, « China's Growing Nuclear Buildup and the Global Nuclear Outlook », *The Diplomat*, 25 juin 2025.

STOKES, J, « How big will China's nuclear arsenal get? », *Defense One*, 6 août 2025.

TARAPORE, A, « Operation Sindoor and the Evolution of India's Military Strategy Against Pakistan », *War on the Rocks*, 19 mai 2025.

TAYLOR, A., COPPET, T et K. DEYOUNG, K, « Trump's ill-defined nuclear test threat compels a response from Putin », *The Washington Post*, 6 novembre 2025.

THANKACHAN, S, « Sanae Takaichi's push to revise Japan's constitution could put an end to decades of post-war pacifism », *The Conversation*, 18 février 2026.

THIBAULT, H, « La Chine multiplie les mesures de rétorsion contre le Japon et suspend des voyages et l'achat de produits de la mer », *Le Monde*, 20 novembre 2025.

THIBAULT, H, « Premières passes d'armes entre la nouvelle cheffe de l'exécutif japonais et la Chine », *Le Monde*, 11 novembre 2025.

TRUMP, D.J, « Two Hours, Scores of Questions, 23,000 Words: Our Interview With President Trump », *The New York Times*, 11 janvier 2026.

ULLYOT, J et GRANT, T.D., « The Lesson of Budapest? Hold On to Your Nuclear Weapons », *Wall Street Journal*, 2 mars 2022.

VINCENT, E, « La fin du traité New Start, un saut dans l'inconnu nucléaire », *Le Monde*, 5 février 2026.

ZHAO, L, « All types of fifth-generation combat planes displayed at V-Day parade », *China Daily*, 3 septembre 2025.

- **Ouvrages**

BERMANN, S, (2025). *L'Ours et le Dragon. Russie-Chine : Histoire d'une amitié sans limites ?*, Tallandier.

TEUTRIE, D, (2024). *Russie : Le retour de la puissance*, Dunod.

- **Études**

ALBESSARD, T, (2022). « La latence nucléaire du Japon : un levier diplomatique à double usage ? », *IRSEM – Institut de recherche stratégique de l'École militaire*.

BERMANN, S et BONIFACE, P, (2020). « Les dirigeants chinois sont obsédés par l'idée de voir se reproduire ce qui s'est passé en Union soviétique », *Revue internationale et stratégique*, vol. 120, n°4, pp. 6-14.

BONDAZ, A, (2022). « Nouvelle loi sur le nucléaire en Corée du Nord », *Fondation pour la recherche stratégique*.

BONDAZ, A, (2019). « Le DF 41, pièce maîtresse des capacités balistiques stratégiques présentées lors du défilé militaire chinois du 1er octobre 2019 », *Fondation pour la recherche stratégique*.

CHANSORIA, M, (2013). « Le débat sur la dissuasion : une perspective indienne », *Les Champs de Mars*, vol. 25, n°1, pp. 133-136.

FAYET, H, (2022). « L'évolution de la dissuasion élargie américaine en Asie du Nord-Est : vers une perte de crédibilité ? », *Les Champs de Mars*, vol. 2, n°39, pp. 213-238.

FORTMANN, M, (2021). « Le monde à l'heure du nouveau désordre nucléaire », *Études internationales*, vol. 52, n°1-2, pp. 189-214.

GANDELIN, G et de GOUVILLE, M.-E, (2025). « Inde – Pakistan : au-delà des tensions récentes, des doctrines stables pour un dialogue réduit au minimum », *Fondation pour la recherche stratégique*.

GODEMENT, F et PINHAS, P, (2025). « [Scénarios] Chine 2035 : un succès sans entraves ? », *Institut Montaigne*.

GONNEAU, P, (2024). « Tirer des leçons de la guerre russe ? », *Cahiers de Conflits*, vol. 4, n° 8, pp. 48-64.

HAUTECOUVERTURE, B, (2023). « Quel objet stratégique Aukus est-il en train de devenir ? », *Fondation pour la recherche stratégique*.

HÉMEZ, R, (2022). « La paix par la force. La modernisation de la défense sud-coréenne sous la présidence Moon Jae-in », *IFRI - Institut français des relations internationales*.

J.-L. LOZIER, J.-L, (2022). « Ukraine : un changement d'ère nucléaire », *Politique étrangère*, n°3, pp. 51-61.

KRISTENSEN, H.M., KORDA, M., JOHNS, E et KNIGHT, M, (2025). « Chinese nuclear weapons », *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 81, n° 2, pp. 135-160.

LABÉVIERE, R, (2021). « La dissuasion nucléaire par les sous-marins », *Questions internationales*, vol. 3, n°107-108, pp. 54-59.

MALINBAUM, S, (2025). « La crise indo-pakistanaise du printemps 2025. Reflet d'un conflit en mutation », *IFRI – Institut français des relations internationales*.

MAITRE, E, (2025). « Vers une arme nucléaire sud-coréenne ? », *Considérations politiques et stratégiques*, *Fondation pour la recherche stratégique*.

MAITRE, E, (2023). « Où en est la composante navale chinoise ? », *Fondation pour la recherche stratégique*.

MAITRE, E, (2021). « Découverte de silos d'ICBM en Chine », *Fondation pour la recherche stratégique*.

MARINEAU, S, (2023). « Le mémorandum de Budapest et les accords de Minsk », *Questions internationales*, vol. 118, n°2, pp. 79-82.

MASUDA, M et MATTELAER, A, (2024). « The Long Shadow? China's Military Rise in the Indo-Pacific and its Global Implications », *Brussels School of Governance – Centre for Security, Diplomacy and Strategy*.

MONSONIS, G, (2015). « Les dynamiques de la dissuasion en Asie du Sud », *Revue Défense Nationale*, vol. 782, n°7, pp. 90-94.

MORIC, I., TIMUR, K et KÜTT, M, (2025). « Assessing Missile Defense Technology and Policy Half a Century After the Anti-Ballistic Missile Treaty: A Workshop Report », *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*, pp. 1-10.

SAILLOFEST, M, (2024). « Une nouvelle Pax Mongolica ? 10 points sur les relations sino-russes », *Le Grand Continent*.

URBANSKY, S et WAGNER, M, (2026). « La Russie et la Chine peuvent-elles vraiment être alliées ? Notes sur la cannibalisation impériale », *Le Grand Continent*.

WANI, A.-A, (2025). « Jammu and Kashmir in the Aftermath of August 2019: Policy Reforms and the Evolving Governance Framework », *IFRI - Institut français des relations internationales*.

WOLFSTHAL, J.B. et DALTON, T, (2025). « Addressing the Growing Risks of Nuclear Use in East Asia », *Journal for Peace and Nuclear Disarmament*, vol. 8, pp. 1–14.

ZANDEE, D et VAN DER MEER, S, (2018). « Trump's Nuclear Posture Review: A New Rift between Europe the US? », *Clingendael*.

- **Autres sources**

Comité national de l'énergie, Cabinet du Premier ministre, République de Corée, « Premier plan national de base pour l'énergie (2008-2030) », août 2008, (en coréen).

Korea Hydro and Nuclear Power Company (KHNP), « Overview ».

Lowy Institute, Asia Power Index 2025 Edition.

POUTINE, V, « Poslanie Prezidenta Federal'nomu Sobraniû », Kremlin, 21 février 2023.

The International Institute for Strategic Studies, The Military Balance, 2024.

U.S. State Department, « Adherence to and Compliance with Arms Control, Nonproliferation, and Disarmament Agreements and Commitments », avril 2023.



Institut
EGA

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2026.

Institut d'études de géopolitique appliquée
66 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris

Courriel : secretariat@institut-ega.org

Site internet : www.institut-ega.org